

**Le sénateur Phillips:** Ces mandats résultent-ils du fait, monsieur le président, que beaucoup de gens sont touchés toutes leurs prestations d'assurance-chômage et ont dû ensuite avoir recours au bien-être social? Cela explique-t-il l'augmentation?

**M. Kroeger:** Non, monsieur le président. Dans le cas du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, les mandats ont servi à faire les paiements dans le cadre du programme de la santé et du sport amateur.

**Le président suppléant:** Autrement dit, les dépenses avaient dépassé l'effectation de crédits.

**M. MacDonald:** Monsieur le président, l'été dernier, dans le cadre de la partie santé du programme d'emploi d'été pour les étudiants, le ministère avait un programme de bourses athlétiques; l'argent a été versé au cours de l'été en attendant que le budget supplémentaire reçoive l'approbation du gouvernement conformément à ce programme. Avant d'avoir obtenu des crédits supplémentaires, le ministère avait dépensé tous ses fonds et se voyait dans l'impossibilité de faire face à ses engagements. C'est pourquoi on a demandé un mandat spécial.

**Le président suppléant:** Nous passerons maintenant à la page 37. Il n'y a pas de mandats.

**Le sénateur Phillips:** Monsieur le président, j'ai déjà soulevé cette question devant le Comité et, à l'époque, j'avais l'appui d'un plus grand nombre de représentants des provinces de l'Atlantique. Toutefois, en jetant un coup d'œil sur les nouveaux projets importants on pourrait presque croire que le Canada s'arrête à la frontière du Québec. Une lecture rapide révélera, je crois, qu'il n'y a qu'un seul projet pour toute la région de l'Atlantique. A cette époque, el ministre responsable du Conseil du Trésor, M. Drury, m'a avoué que mon point de vue était très valable et m'a assuré que des études seraient faites principalement par le Conseil du Trésor. Je suis donc assez curieux de savoir pourquoi je ne trouve qu'un seul projet pour toutes les provinces de l'Atlantique. Il s'agit de Caraquet, Nouveau-Brunswick, où on a l'intention de construire un nouvel édifice fédéral.

**M. Kroeger:** Monsieur le président, les travaux énumérés dans le budget supplémentaire actuel sont ceux qui n'avaient pas été prévus lors de la planification générale du ministère pour l'année financière 1972-1973. La liste détaillée apparaîtrait dans le budget principal; il ne s'agit que de certains projets de caractère imprévu qui n'ont pas été adoptés à temps pour être inclus dans le grand Livre bleu.

**Le sénateur Phillips:** Ne sont-ils pas considérés comme des projets visant à créer du travail?

**M. Kroeger:** Non, monsieur le président. Les circonstances particulières entourant ces projets ont obligé le ministère, dans chaque cas, à agir plus tôt qu'il ne l'avait prévu. Il y a également certains projets importants et j'attire l'attention du Comité sur le programme des grands établissements postaux (GEP) pour la région de Montréal.

**Le président suppléant:** Je suis convaincu que le sénateur Phillips aura remarqué qu'en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et au Québec on parle d'édifices fédéraux, tandis qu'à Toronto il y a encore un édifice du Dominion.

**Le sénateur Phillips:** Il est encore permis d'espérer.

**Le président suppléant:** Pouvons-nous passer à l'Expansion économique régionale, page 39?

**Le sénateur Phillips:** Avant de poser ma question, monsieur le président, je remarque que, malgré le taux de chômage élevé et les autres difficultés que connaît notre main-d'œuvre, il y a ici un ministère qui ne demande pas beaucoup d'argent sauf dans un but précis dont je parlerai dans un moment. Comme je l'ai déjà souligné, vu que nous versons un million de dollars par heure en assurance-chômage, j'aurais espéré que le ministère de l'Expansion économique régionale consacre les fonds qu'il demande à d'autres fins. Il me semble qu'il serait préférable de verser un million de dollars par heure pour favoriser l'expansion et créer de l'emploi plutôt que de verser de l'assurance-chômage. A ce sujet, de quel territoire s'agit-il en Nouvelle-Écosse? Est-ce seulement Halifax et Dartmouth ou y a-t-il d'autres régions?

**M. Kroeger:** Je crois que cette société se limiterait à la région de Halifax-Dartmouth.

**Le sénateur Phillips:** le Cap-Breton et toute autre partie de la Nouvelle-Écosse ne répondraient pas aux normes?

**Le président suppléant:** Le crédit 35a se rapporte au Cap-Breton.

**Le sénateur Phillips:** Oui. Comment les directeurs sont-ils nommés?

**M. Kroeger:** Faites-vous allusion aux directeurs de la Société de développement du Cap-Breton?

**Le président suppléant:** Non, à la *Metropolitan Area Growth Investments Limited*.

**M. Kroeger:** Nous n'avons aucun renseignement à ce sujet; j'en suis désolé, monsieur le président.

**Le président suppléant:** Sous la rubrique Société de développement du Cap-Breton, il semble y avoir un virement de 4 millions de dollars du crédit capital au crédit exploitation.

**M. Kroeger:** C'est exact.

**Le président suppléant:** Passons maintenant à la section du Secrétariat d'État, page 43. Ici, il y a également un crédit éventualités.

**Le sénateur Phillips:** Monsieur le président, que signifie «centre d'accueil et éducation culturelle»? Qu'est-ce que cela comprend? Il devrait y avoir un crédit.

**Le président suppléant:** Où cela se trouve-t-il, sénateur Phillips?

**Le sénateur Phillips:** Sous la rubrique Secrétariat d'État, crédit 35a, je crois.

**Le président suppléant:** La section réservée au Secrétariat d'État se trouve à la page 43. Je ne vois pas ce à quoi vous faites allusion.

**Le sénateur Phillips:** Page 43. Dans l'explication donnée au procès verbal des séances du comité de l'autre endroit, on parle de «centre d'accueil et d'éducation culturelle».

**M. Kroeger:** Monsieur le président, des centres d'accueil ont été créés dans diverses villes afin de fournir conseil et assistance ainsi qu'une certaine orientation aux Indiens et aux Métis qui quittent leur région rurale pour s'établir à la ville. On pourrait les qualifier d'institutions à fins mul-